Document généré le 11 oct. 2024 22:45

Recherches féministes

Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, Lyne Kurtzman et Dominique Payette (dir.), *Retour sur un attentat antiféministe. École polytechnique 6 décembre 1989*. Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 173 p.

Hélène Charron

Volume 24, numéro 2, 2011

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1007762ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1007762ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)
1705-9240 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Charron, H. (2011). Compte rendu de [Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, Lyne Kurtzman et Dominique Payette (dir.), *Retour sur un attentat antiféministe. École polytechnique 6 décembre 1989*. Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 173 p.] *Recherches féministes*, *24*(2), 219–222. https://doi.org/10.7202/1007762ar

© Recherches féministes, Université Laval, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

⇒ **Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, Lyne Kurtzman et Dominique Payette (dir.)**
Retour sur un attentat antiféministe. École polytechnique 6 décembre 1989. Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 173 p.

Cet ouvrage collectif rassemble quelques-unes des communications présentées au colloque *La tuerie de l'École polytechnique 20 ans plus tard : les violences masculines contre les femmes et les féministes* tenu à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) du 4 au 6 décembre 2009. Organisé par l'Institut de recherches d'études féministes et les services aux collectivités de l'UQAM, ce colloque a rassemblé environ 400 personnes des milieux universitaire, militant, associatif, gouvernemental et artistique. Il s'inscrivait en outre dans la campagne *Se souvenir pour agir*, la plus importante commémoration du massacre de l'École polytechnique lors duquel quatorze jeunes étudiantes en génie ont été abattues par un terroriste antiféministe qui a séparé les garçons des filles avant d'ouvrir le feu sur ces dernières.

Voilà d'ailleurs une des principales thèses défendues par plusieurs textes de cet ouvrage : cet événement constituerait un attentat terroriste antiféministe plutôt qu'un acte de violence envers les femmes comme les autres. Avec raison, les directrices de l'ouvrage souligne que le sens accordé à « l'attentat du 6 décembre 1989 est un véritable objet de lutte politique depuis 20 ans » (p. 12). Après les thèses de la folie individuelle et le déni du caractère antiféministe de l'acte – pourtant revendiqué comme tel par son auteur – qui ont proliféré au cours des jours, des mois et des premières années suivant la tragédie, la mobilisation du mouvement féministe a permis que s'impose peu à peu la définition de cette commémoration comme une journée de sensibilisation à propos des violences faites aux femmes et que soit reconnu par les médias de masse le caractère misogyne – à défaut d'antiféministe – de cette tuerie. Dès le départ, les féministes ne s'entendent pas sur l'interprétation à donner à l'événement : est-ce un acte qui se situe dans le continuum de toutes les violences faites aux femmes ou un événement singulier – certes antiféministe et politique – mais ayant peu en commun avec les autres formes de violences misogynes? Les féministes radicales ont majoritairement défendu, depuis 1989, la première hypothèse. Aujourd'hui, la thèse de l'attentat terroriste antiféministe – si elle met en évidence les cibles avouées du tueur – peut nous ramener très près de la position féministe plus timorée trouvant dangereux, pour la légitimité du mouvement féministe lui-même, de faire un lien entre le tueur et les autres hommes violents. Or, si nous refusons la psychologisation du cas, et l'émotivité générée par l'affirmation que les hommes violents sont tous des meurtriers potentiels, et que nous l'abordons dans une perspective sociologique, il apparaît que les normes de genre et les régulations institutionnelles qui expliquent les deux phénomènes sont très proches les unes des autres.

Bien que l'auteur des meurtres du 6 décembre 1989 ait signifié son intention d'abattre des féministes, il ne s'en est finalement pas pris à des militantes, mais plutôt à des jeunes femmes qui ne se définissaient pas comme féministes tout en étudiant dans un domaine traditionnellement occupé par les hommes. S'il s'agissait d'un attentat terroriste, il visait ainsi à la fois les féministes et l'ensemble des femmes qui ne se soumettaient pas à la vision de l'ordre social inégalitaire et hiérarchisé privilégié par le meurtrier. Yannick Dulong et Richard Poulin font d'ailleurs le lien entre les meurtres de masse, les structures sociales inégalitaires et la contestation de celles-ci : « Par l'intimidation, le harcèlement et la peur, la violence masculine fait partie des mécanismes de soumission des femmes » (p. 99).

Ce qui est heuristique dans cette idée d'attentat terroriste antiféministe est l'élément de propagande et de peur généré par le terrorisme, au-delà de la violence physique exercée, et qui a eu un effet démobilisateur et a contribué au repli du mouvement féministe québécois. Plusieurs textes défendent d'ailleurs cette thèse de la rupture que représente le 6 décembre 1989 dans l'histoire du féminisme québécois. Micheline Dumont en parle brièvement dans son retour historique sur l'antiféminisme québécois depuis le début du XXe siècle, dans lequel elle nous rappelle de manière fort pertinente que l'antiféminisme s'est déployé « tout autant à droite qu'à gauche du spectre idéologique » et qu'il « ne touche pas uniquement les hommes » (p. 20). Pour Judy Rebick aussi, cet événement a marqué l'apogée du mouvement féminisme et le premier signe du ressac (*backlash*) qui a touché l'ensemble des féministes en Amérique du Nord au cours des années 90. Francine Pelletier aborde également sans détour cette question et, bien que sa vision de la Révolution tranquille et des années qui la précèdent soit un peu simpliste et manichéenne (« la grande noirceur » et le miracle/libération), elle met en évidence un indice du changement qui se produit en 1989 : « Avant Poly, c'était cool d'être féministe, après ce ne l'était franchement plus » (p. 61). Des discours antiféministes, presque impensables avant 1989, ont commencé à se multiplier dans les principaux médias et des hommes en colère ont pris la plume, de plus en plus nombreux, pour dénoncer le féminisme. Les plus réactionnaires s'organisent en mouvement social qualifiée de « masculiniste » et se font connaître notamment par des coups d'éclat et des sites Web haineux. Ils défendent, entre autres, l'idée d'une crise masculine provoquée par le féminisme qui serait – en quelque sorte – responsable du massacre de Polytechnique. Francis Dupuis-Déri analyse ces discours et conclut ceci (p. 85-86) :

> Ce n'est donc pas l'égalité entre les hommes et les femmes qui provoque la crise, puisqu'elle n'est pas acquise. Les hommes font une crise dès qu'une femme – une seule – entre dans un secteur masculin. Le discours de crise est une stratégie qui permet de discréditer les femmes qui aspirent à l'égalité, en disant qu'elles en demandent trop, qu'elles vont trop loin, qu'elles provoquent par leur présence, pourtant si clairement minoritaire, des

> souffrances chez les hommes […] Ce n'est pas le féminisme qui a créé Marc Lépine, c'est à la fois le patriarcat et l'antiféministe, dont il s'est fait – littéralement – le bras armé.

Les effets sur le mouvement féministe québécois sont néanmoins bien réels et prendraient, selon Dominique Payette, deux principales formes : le morcellement ou la sectorisation des revendications féministes et l'inclusion, presque forcée, des garçons et des hommes aux discours et aux stratégies féministes.

Cependant, la commémoration est aussi l'occasion d'« euphémiser » le phénomène de la violence masculine. Comme Diane Lamoureux le souligne, la construction de la mémoire de la tragédie de Polytechnique se caractérise par une polarisation entre les actions en vue de la constitution d'une (fausse) unanimité toute faite de souvenirs personnels, de respect, de non-violence et d'émotions (les activités de deuil et de souvenirs comme les plaques commémoratives, les parcs, etc.) et celles qui ont plutôt pour objet de rappeler le caractère politique, antiféministe, sexiste de l'événement. Dans les médias, l'énoncé même de la dimension politique est considéré comme offensant la première forme de mémoire qui se focalise sur le lieu et le moyen plutôt que sur la nature même de l'événement. D'ailleurs, le massacre de Polytechnique est aujourd'hui beaucoup plus souvent rappelé comme un épisode de la longue série d'attentats meurtriers dans les écoles nord-américaines que comme un événement emblématique de la violence faite aux femmes et des rapports sociaux de sexe inégalitaires. La lecture de ce livre confirme, enfin, que parmi tous les discours qui ont fleuri sur cette tragédie depuis les vingt dernières années dans les médias (que ce soit dans les éditoriaux ou dans les documentaires, analysés par Julianne Pidduck, ou encore dans le film *Polytechnique*, analysé par Mélissa Blais), « seule la perspective féministe [radicale], qui privilégie une réflexion historique, pourrait favoriser une prise de conscience réelle des mécanismes de reproduction de la violence faite aux femmes » (Charron 2006 : 66). C'est ce qui ressort aussi du texte de Sandrine Ricci qui propose une synthèse des différentes interventions des groupes de femmes au colloque; ces groupes qui œuvrent chaque jour à limiter la violence faite aux femmes, à aider celles qui en sont victimes, à outiller les femmes et à trouver des explications sociologiques et des solutions collectives à ce phénomène, contribuant par là même à s'éloigner de la psychologisation à outrance qui caractérise les principaux médias et expressions médiatiques actuels.

HÉLÈNE CHARRON
Université Laval

RÉFÉRENCE

CHARRON, Hélène
2006 « La tuerie de polytechnique : usages du passé et discours commémoratif », dans Martin Paquêt (dir.), *Fautes et réparations au Canada français*. Québec, Éditions Nota Bene : 31-75.

⇒ Yolande Cohen

Femmes philanthropes. Catholiques, protestantes et juives dans les organisations caritatives au Québec (1880-1945).
Montréal, Les Presses de l'université de Montréal, 2010, 253 p.

Dans cet ouvrage, Yolande Cohen entend participer au renouvellement de l'historiographie sur l'engagement social féminin amorcé depuis plusieurs années déjà. Par l'étude de trois associations montréalaises – une catholique, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), une protestante, la Young Women's Christian Association (YWCA), et une juive, le National Council of Jewish Women (NCJW) –, elle cherche à mettre en relief la contribution des groupes de femmes à l'élaboration des politiques sociales du Canada dans la première moitié du XXe siècle. Cohen montre que, en dépit d'un statut qui les maintient encore largement en marge du monde politique, les femmes mettent en œuvre des formes d'action publique qui contribueront à orienter le débat politique et qui inspireront éventuellement la législation, la création de certaines institutions ou leur profond renouvellement, pavant ainsi la voie à l'État-providence.

Le livre se divise en cinq chapitres. Le premier établit le cadre théorique de l'étude autour du concept de philanthropie analysé au regard du genre, de la religion et de la politique. Puisant principalement à l'historiographie américaine, britannique et française (notamment Skar et Aghulon sur la philanthropie, Koven et Michel sur le maternalisme, Marshall sur la citoyenneté et Bellah sur le concept de religion civile), Cohen présente les idées phares de la réflexion développée dans les chapitres subséquents. La philanthropie est considérée à la fois comme un puissant révélateur des changements sociaux, comme porteuse de justice sociale et comme vecteur de socialisation politique. Dans un contexte sociopolitique marqué par un État endémique, elle joue un rôle supplétif déterminant. La philanthropie féminine qu'animent et façonnent quelques figures marquantes de la bourgeoisie urbaine est fondée autour d'une éthique du soin (*care*) : prévenance, responsabilité, attention éducative, compassion, attention aux besoins des autres. La philanthropie élabore tout un discours qui légitime, auprès de l'État comme auprès des Églises, l'intervention sociale des femmes sur la base de leurs compétences et de leurs expertises en tant que mères et en fait la promotion. L'action de ces philanthropes débouche sur une transformation de l'État et de la citoyenneté, qui repose non plus sur les droits politiques mais sur les droits sociaux. Elle s'inscrit par ailleurs dans un